

JOURNAL



OFFICIEL

de la

République Démocratique du Congo

Cabinet du Président de la République

Kinshasa - 5 décembre 2005

GOVERNEMENT

Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale

Arrêté ministériel n° 12/CAB.MIN/TPS/114/2005 du 26 octobre 2005 portant interdiction du harcèlement sexuel ou moral dans l'exécution d'un contrat de travail.

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale ;

Vu la Constitution de la Transition, spécialement en ses articles 91 et 94;

Vu la Loi n° 015/2002 du 16 octobre 2002 portant Code du travail, spécialement en ses articles 73 a), 74 a) et 85 ;

Vu le Décret n° 003/02 du 16 septembre 2003 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement de Transition ainsi que les modalités pratiques de collaboration entre le Président de la République, les Vice-Présidents de la République, les Ministres et les Vice-Ministres ;

Vu le Décret n° 03/027 du 16 septembre 2003 fixant les attributions des Ministères ;

Vu, tel que modifié et complété à ce jour, le Décret n° 05/001 du 03 janvier 2005 portant nomination des Ministres et Vice-Ministres du Gouvernement de Transition ;

Le Conseil National du Travail entendu en sa seconde session extraordinaire tenue du 27 juillet au 17 août 2005 ;

A R R E T E

Section I : Des dispositions générales

Article 1^{er} :

Au sens du présent Arrêté il faut entendre par :

- « Harcèlement sexuel » : 1° le fait pour toute personne d'exercer sur autrui des agissements dans le but d'obtenir des faveurs de nature sexuelle à son profit ou au profit d'un tiers.

2° toute pratique consistant à se prévaloir de son autorité pour faire pression sur une personne, afin d'en obtenir des faveurs de nature sexuelle, pour son propre compte ou pour le compte d'un tiers. Par pression, on entend le fait de proférer des menaces, d'intimer des ordres ou soumettre à des contraintes.

- « Harcèlement moral » : un ensemble d'agissements répétés qui ont pour objet ou pour effet une dégradation des conditions de travail susceptible de porter atteinte aux droits du travailleur ou de l'employeur ainsi qu'à sa dignité, d'altérer sa santé physique ou mentale ou de compromettre son avenir professionnel, et cela dans le but d'obtenir indûment des droits ou des avantages quelconques.

Section II : De l'interdiction

Article 2 :

Tout fait constitutif de harcèlement sexuel ou moral est prohibé dans les relations professionnelles, notamment en matière

d'apprentissage, d'embauche, de rémunération, de formation, d'affectation, de mutation, de résiliation ou de renouvellement du contrat.

Section III : De la preuve

Article 3 :

Le harcèlement sexuel ou moral est prouvé par toute voie de droit.

Section IV : Des sanctions

Article 4 :

Toute personne victime de harcèlement sexuel ou moral peut résilier son contrat pour faute lourde à charge de l'autre partie.

Article 5 :

Les règlements d'entreprises ou les conventions collectives peuvent prévoir des sanctions disciplinaires proportionnelles à la gravité des faits.

Section V : Des dispositions finales

Article 6 :

Le Secrétaire Général au Travail est chargé de l'exécution du présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 26 octobre 2005

Balamage N'kolo